

L'une des sectes les plus sanguinaire de toutes ces cruautés racistes fut et demeure sans conteste le Ku Klux Klan, cette organisation qui brûle, tue, prône et promeut l'affirmation de la suprématie blanche, depuis sa création en 1865 et a pour emblème, également, le drapeau des fédérés, et ainsi la boucle est bouclée, en terre américaine. On nous rétorquera que tout cela est de l'histoire ancienne et qu'il n'y a pas lieu de recréer le sillon. Soit, mais les faits historiques sont là, têtus. L'histoire contemporaine n'est pas indemne de pareilles monstruosités fabriquées au pays de l'oncle Sam. Dernièrement une chaîne française retraçait dans un documentaire les expériences de manipulations mentales engagées par l'Intelligence service américain.

La problématique à résoudre était ainsi formulée par les cerveaux de la CIA : «Nous est-il possible de contrôler une personne au point où celle-ci fera ce que nous lui demandons, même contre sa propre volonté, et y compris contre les lois fondamentales de la nature, comme celle de l'auto-préservation ? » Pour cela ils avaient monté des programmes sur la période allant de 1951 à 1963, baptisés : Bleubird, puis Artichoke et enfin MK-Ultra. Il y eut même suspicion de mort d'homme lors de ces expériences, mais aussi l'attestation de séquelles physiques et psychologiques dont souffrirent leur vie durant, plusieurs personnes cobayes.

A ce sujet l'article 7 du Statut de Rome, qui définit le fonctionnement élémentaire de la Cour pénale internationale classe la réduction en esclavage, la déportation ou le transfert forcé de population et les actes inhumains de caractère

analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale, sur la liste des crimes contre l'humanité qui sont imprescriptibles. Alors que chacun se replace par rapport à son histoire domestique.

Quant à l'international, il suffit de voir ce qui se passe en Afghanistan depuis 2001, où la guerre contre ceux que les Etats-Unis avaient armés, pour combattre les Soviétiques, leur livrent une guerre qui éternisent charriant, pour les Afghans, chaque jour, son lot de morts. Par ailleurs

S'ils y prêtaient attention, ils verraient que le centre du monde est en train de glisser pour s'installer pour quelques siècles en Asie et ce n'est pas le fait du hasard. Il y a un temps pour tout. Les principales décisions concernant l'économie, l'écologie, les finances, le politique, le social, le militaire et le culturel pour certains aspects, pour les temps à venir, se prendront en Asie.

sous le fallacieux prétexte que l'Irak de Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive, l'invasion du pays par les troupes US a installé la guerre pour longtemps et surtout arrimé l'inévitable partition du pays, mais aussi comme conséquence directe de cette stratégie belliciste, la naissance d'un Etat terroriste appelé Daech. Ce n'est pas une fatalité, que ce succédané d'Etat chevauche territorialement sur la Syrie et l'Irak, et que sa nocivité guerrière n'ait pas de frontière.

D'un autre côté, il n'y a qu'à voir ce qui se déroule comme violence contre des personnes qui ne demandent qu'à vivre en Libye, en Tunisie et dans les pays d'Afrique subsaharienne. Avant cela, l'US

Army s'était embourbée dans ses guerres du Sud-Est asiatique. Et là me revient l'image d'une petite fille vietnamienne, de 9 ans, Kim Phuc, courant en cette journée du 8 juin 1972, et hurlant de douleur, après avoir été lourdement brûlée dans le dos suite à une attaque au napalm par l'aviation américaine.

Au Vietnam l'armée américaine avait utilisé du napalm contre les personnes et un gaz défoliant nommé Agent Orange, contre les hommes mais surtout contre la nature. En plus des dégâts écologiques causés par cet agent de la mort, il y a au

Vietnam, selon des sources fiables, au moins 80 000 enfants qui sont nés depuis 1975 avec de multiples malformations lourdement handicapantes, tant au plan mental que physique.

Enfin, et ce n'est un secret pour personne l'économie étasunienne carbure à la théorie de la guerre permanente. Que les guerres cessent à travers le monde et on verra qu'elles sont les économies qui seront en crise. Sauf qu'il y a aussi ceux qui ne veulent pas voir ce qui se passe autour d'eux. S'ils y prêtaient attention, ils verraient que le centre du monde est en train de glisser pour s'installer pour quelques siècles en Asie et ce n'est pas le fait du hasard. Il y a un temps pour tout.

Les principales décisions concernant l'économie, l'écologie, les finances, le politique, le social, le militaire et le culturel pour certains aspects, pour les temps à venir, se prendront en Asie.

D'ailleurs, la Chine nous donne un avant-goût de ce qu'il en sera, en lançant la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. C'est déjà un début de réponse à l'appel de millions d'êtres humains éreintés et de maints pays déstructurés économiquement, pour la refonte et la réforme des institutions financières nées des accords de Bretton Woods, en 1944, le FMI et la Banque mondiale.

Dans cette nouvelle démarche, la République de Chine a réussi à intéresser au projet, même les amis les plus fidèles des Etats-Unis, comme le Royaume-Uni, la Corée du Sud et aussi l'Australie. Mais les locomotives de cette entreprise sont la Chine qui contribuera à hauteur de 30 milliards de dollars sur les 100 qui constitueront le capital initial de cette banque. Suivront ensuite l'Inde avec 8 milliards de dollars et la Russie. Cela est un dossier et une affaire à suivre. Ainsi et après ce très bref florilège des indignités humaines, quand le département d'Etat nous sert du réchauffé comme leçon en matière de droits de l'Homme, c'est un peu fort de café. De surcroît, quand le document est bourré d'erreurs et de contrevérités c'est encore plus indigeste. N'est pas seigneurs qui veut, mais saigneurs...C'est l'Emir Abdelkader qui disait que «les puissants doivent savoir être justes». A méditer en toute amitié, pour tous nos amis, bien sûr et même pour ceux qui ne le sont pas.

A. L.



Hommage au professeur Abdelmadjid Bouzidi

Le 3 juillet 2013, Si Abdelmadjid Bouzidi, nous écrivait affectueusement dans un email : «Mes chers amis, merci beaucoup pour votre message et comme vous pouvez l'imaginer, Alger et ses khaloutas me manquent beaucoup»... Près d'un an après, l'économiste inclassable disparaissait, suite à un long et digne combat avec la maladie.

Et c'est toi, cher Si Abdelmadjid, qui nous manque. Et plus encore au débat économique que tu as superbement animé pendant près de 40 ans.

Le collectif Nabni a souhaité te rendre un hommage particulier, qui t'aurait certainement fait plaisir : te demander, comme nous l'avons toujours fait, de réagir à la dernière contribution de Nabni (Plan d'urgence 2016-2018 dénommé Abda, publié le 16 juin dernier et disponible sur le site www.nabni.org.)

Que tes proches et tes amis, nombreux, soient rassurés. Tes réponses sont reprises, intégralement, de tes différentes interventions publiques.

L'iceberg est à vue d'œil : un virage urgent s'impose.

Il nous faut impérativement ouvrir un grand débat public afin de déterminer les réformes prioritaires à engager, compte tenu de nos capacités actuelles, pour amorcer un changement de voie durable.

A. Bouzidi : «Au préalable, il nous faut aborder une question que les Algériens ont tendance à considérer comme réglée, ou pour le moins comme pouvant attendre de l'être et qui, pourtant, se pose toujours et en des termes graves ; il s'agit de la question du statut des hydrocarbures dans la démarche économique des gouvernants.

Pour l'Algérie... le déclin de la production mondiale nous touchera aussi, bien évidemment, au moment même où nos propres besoins en hydrocarbures connaîtront une augmentation sensible. Nous serions alors importateurs de pétrole sur un marché de demandeurs, donc à des prix très élevés ! »

Notre réaction n'est pas à la hauteur des enjeux !

Les tentatives de diversification et de ré-industrialisation ont été un échec. La réaction des pouvoirs publics face à la crise n'augure pas d'une prise de conscience de la gravité de la situation... A ce jour, mis à part des actions d'ordre monétaire, nous n'avons connaissance d'aucune réforme de fond...

A. Bouzidi : «Effectivement, le discours officiel insiste sur la diversification de l'économie depuis au moins une

décennie, sans enregistrer d'avancée sur le terrain... On voit bien ici que la tentation de "maximiser nos recettes d'exportation d'hydrocarbures" n'est pas sans risque et qu'il devient très important de savoir jusqu'où aller ou, plus exactement, il ne faut pas aller dans l'exploitation pour l'exportation de notre pétrole et de notre gaz, question cruciale s'il en est.»

Ceci dit, je nuancerai ce propos en rendant hommage à tous ces Algériens qui produisent chaque année 6 à 7% de croissance dans les secteurs hors hydrocarbures malgré les incuries des classes dirigeantes. C'est leur rendre hommage que de souligner que «des choses se font chez nous».

Abda : Une approche différente du changement : commencer, même petit.

La tâche du changement est immense. L'important est de commencer. Montrer que le changement est possible. Faire ce que l'on n'a pas fait depuis plusieurs années. Commencer. Commencer petit s'il le faut, mais commencer, notamment les réformes difficiles.

Ce plan propose que tous les efforts soient concentrés sur une liste restreinte de 12 chantiers prioritaires qui s'articulent autour de quatre lignes directrices (Abda) :

- arrêter les politiques inefficaces et coûteuses ;
- bâtir les fondations d'une action publique transformée ;
- démarrer les réformes les plus difficiles ;
- accélérer les chantiers en suspens.

A. Bouzidi : «Je vois quant à moi six questions urgentes sur lesquelles on ne doit plus tergiverser et perdre encore du temps doivent être sérieusement mises à plat, débattues et déboucher sur des décisions fermes et exécutoires :

- I- Production industrielle insuffisante, deux préconisations doivent être débattues :
 - a - prendre des mesures pour gagner la bataille de la production ;
 - b - les entreprises algériennes doivent réaliser des progrès en organisation et engager des investissements de productivité : ce sont là des priorités pour les trois années à venir.
 - II/ Niveau d'investissements productifs faible.
 - III/ Absence d'innovation.
 - IV/ Absence de politique de formation qualifiante.
 - V/ Ouverture commerciale débridée.
 - VI/ Concurrence déloyale du secteur informel.
- Permettez-moi également de réagir brièvement aux 12 chantiers que vous proposez.

Incontestablement, les rattrapages dans l'équipement du pays sont en train de se réaliser. Il ne faut pas oublier que depuis le début de la décennie 1990, le pays était en situation de sous-équipement aigu, en application du programme de rigueur et de réduction des dépenses publiques imposé par le FMI, aggravé par les destructions du terrorisme.

Le programme 2010-2014 a été surévalué au fur et à mesure de sa réalisation : surcoûts, gaspillage, «fuites»..., il y a à l'évidence de sérieux problèmes de management des projets et certainement une énorme perte de savoir-faire que nous avons laborieusement accumulée dans les années 1970. En tout état de cause, il y a grand intérêt à tirer tout cela au clair avant de foncer encore tête baissée sur le nouveau programme.

Les performances actuelles de nos entreprises, notamment publiques, sont bien médiocres et on doit absolument casser cette «fatalité».

Une profonde réforme de la gouvernance des entreprises publiques doit être engagée. Dans le même temps, le gouvernement doit encourager les SGP à développer le partenariat externe avec des champions mondiaux, à privatiser chaque fois que nécessaire, le management et à impulser des actions de promotion de l'innovation au sein de l'entreprise.

Il reste le problème du modèle national de consommation énergétique. Faut-il aller à la vérité des prix tout de suite pour contenir le gaspillage actuel ? Grosses questions qui soulèvent des problèmes économiques mais aussi politiques. Le problème de la maîtrise de la consommation énergétique est sérieux. Il est aussi politiquement complexe. Mais il faut effectivement se préparer à le prendre en charge malgré les "douleurs" qu'il va engendrer.»

Le collectif Nabni

Sources

Abdelmadjid Bouzidi - Six questions urgentes - 15^e tripartite et 1^{re} conférence sociale. Publié dans *El Watan* le 17-9-2013.
Abdelmadjid Bouzidi. *L'économie algérienne a besoin d'un nouveau régime de croissance*. Publié dans *El Watan* le 30-5- 2010.
Itw *Liberté*
<http://www.algerie360.com/economie/economie-algerie/professeur-abdelmadjid-bouzidi-economiste-a-liberte-leconomie-algerienne-est-sur-une-bonne-trajectoire/>.